

<https://www.sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article835>



# Décentralisation : le mythe de la proximité au service du capitalisme

- DOSSIERS
- Idées / analyses

Date de mise en ligne : dimanche 2 juin 2013

---

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

---

Les lieux communs ont souvent la vie dure et ceux qui ont trait à la décentralisation n'y font pas exception. Ainsi depuis longtemps une lecture bourgeoise de l'histoire de France a consisté à mettre en scène de braves girondins favorables au pouvoir local versus des jacobins coupeurs de têtes et farouches centralisateurs. De nos jours ce sont les médias qui relaient ces caricatures avec emphase et sans équivoque. La décentralisation serait une vertu, un remède à tous nos maux et pourtant à y regarder de plus près l'antidote pourrait laisser un arrière-goût amer.

En effet

l'histoire récente nous montre à quel point ce processus a été efficace dès lors qu'il a fallu démanteler l'état et les services publics.

C'est en s'appuyant sur ce principe que Thatcher et Reagan vont lancer leur politique ultra-libérale des années 80, désengageant les pouvoirs publics de nombres de collectivités locales.

Ces entités, privées de fonds, ont dû ou bien mettre la clé sous la porte ou bien faire appel à des créanciers privés qui ont tôt fait de mettre la main sur des pans entiers de l'économie autrefois dans le giron de l'État. L'exemple du rail anglais ou des écoles privées américaines en est une illustration avec le triste constat que les profits à tirer de ces activités sont rarement en adéquation avec l'intérêt des travailleurs et des usagers de tous ces secteurs ainsi livrés aux marchés. La France n'est pas restée à l'écart de ce phénomène qui a commencé dès 1982-83 sous l'impulsion de Gaston Defferre alors ministre l'intérieur de François Mitterrand. L'Éducation n'est pas non plus protégée de ces attaques.

Ainsi le mouvement social de

2003 ouvert sur deux fronts, celui des retraites et celui de la décentralisation, s'est-il conclu par le transfert des 90 000 personnels ouvriers des collèges et lycées aux régions ou aux départements. L'agressivité du gouvernement Raffarin clairement affidé à l'ultra-libéralisme a eu raison de la mobilisation et du manque de clairvoyance de certaines organisations syndicales.

L'État, les collectivités et les syndicats présents dans ce champ professionnel ont fait miroiter des primes qui ont fait long feu ou qui se sont retournées contre les personnels. Par ailleurs les conditions de travail se sont fortement dégradées : plus d'équipes mobiles de remplacements, des personnels d'accueil obligés d'assurer le service de restauration quand celui-ci, trop coûteux, n'a pas été liquidé et remplacé par une officine privée

Et que dire encore de l'emploi massif de travailleurs précaires. Nous avons donc toutes les craintes à nourrir quand les gouvernements de tous bords avec la complicité de certains syndicats veulent livrer le service d'orientation au pouvoir local. Ces mêmes craintes sont fondées quand se mettent en place les Projets éducatifs territoriaux en corollaire de la réforme des rythmes scolaires dans le premier degré.

En effet les collectivités locales sont exsangues comme en témoigne la banqueroute de certaines maisons départementales du handicap.

Alors faire croire que toutes ces réformes visent au bien être de la population et avant même celui des travailleurs est une pure escroquerie.